



Vœu présenté par les élu.e.s des Groupes « Communiste et Républicain », et « Ecologie et Solidarité »

Exigeons des moyens pour faire face à l'explosion des prix de l'énergie

Les gouvernements successifs ont décidé de contraindre les collectivités à des appels d'offres pour acheter l'électricité et le gaz sur les marchés. Les collectivités locales ont été, et sont toujours aujourd'hui en première ligne pour répondre aux crises, mais ce sont aussi des espaces d'innovation politique et démocratique.

Ainsi, notre Région, n'a pas attendu les appels du gouvernement pour investir dans la transition énergétique. L'isolation thermique de nos bâtiments, des logements, pour faire des économies d'énergies dans le souci de la préservation de notre planète, est ancrée dans nos préoccupations.

Nous avons également mis en place des dispositifs d'achats du gaz qui nous permettent, à ce jour, de limiter l'impact de la hausse notamment pour les lycées.

Mais cela n'existe pas pour le prix de l'électricité, qui impacte particulièrement le coût du transport ferroviaire, remettant en cause les capacités d'intervention de notre Région, mais, en fait, pour l'ensemble des Régions et des collectivités locales.

Dans notre Région, l'impact de la seule augmentation de la convention SNCF est estimé à presque 80 millions d'Euros. Et on trouve des proportions similaires dans l'ensemble des Régions.

Pour autant, des multinationales affichent des bénéfiques records, distribuent d'énormes dividendes et continuent d'imposer des bas salaires.

Il y a urgence à agir, cette situation intenable, tant pour les citoyens que les collectivités, les entreprises et les services publics, va freiner considérablement leur capacité à intervenir et investir dans les mois à venir et ainsi fragiliser le tissu économique (TPE, PME, artisanat) et social de notre Région.

Aujourd'hui, alors que les compétences de nos collectivités sont de plus en plus dictées par le gouvernement, nos marges de manœuvre s'effritent comme peau de chagrin.

Le contexte actuel conduit à l'augmentation des factures énergétiques que bon nombre de collectivités ne pourront pas assumer.

Cela risque d'impacter à la fois les investissements, mais aussi le service rendu à la population de notre territoire.



En conséquence, à l'occasion de la session du Conseil Régional réuni le 9 novembre 2022 à Châteauroux, demande au gouvernement :

- D'engager dès aujourd'hui l'indispensable transformation profonde du mix énergétique, en relançant une filière de production de panneaux solaires, en accélérant le déploiement de l'éolien notamment offshore, en facilitant l'implication citoyenne dans la problématiques de production d'énergie renouvelable ;
- De mettre en place un service public de l'énergie, seul à même de faire de l'énergie un bien public accessible à tous ;
- De reconnaître l'électricité et le gaz comme des biens de première nécessité même si la sortie des énergies fossiles, et donc du gaz fossile, doit demeurer une priorité ;
- D'agir pour obtenir la suspension urgente et la remise à plat des règles du marché européen de l'électricité pour revenir à des tarifs réglementés et pour désindexer le prix de l'électricité et du gaz ;
- La compensation par l'Etat des surcoûts d'énergie demandés par la SNCF aux Régions pour le service TER ;
- De permettre à l'avenir, à l'ensemble des collectivités et des établissements publics locaux, de bénéficier du bouclier tarifaire ;
- Que toutes les mesures soient prises pour une meilleure répartition des richesses et une réelle prise en compte de l'inflation.

Adopté à la majorité avec un vote contre des groupes Union de la Droite, du Centre et des Indépendants / Centre, démocrate, républicain et citoyen / Rassemblement National et Alliés / Cyril HEMARDINQUER